

LES PROBLÈMES DE LA LUTTE CONTRE LE FASCISME

Luigi FABBRI

1927 - 1934

d'après l'ouvrage "*La Lutte humaine*" de Gaetano MANFREDONIA,

Troisième partie, 3^{ème} question: **GUERRE ET FASCISME**

aux *Éditions du Monde libertaire*

1994

Si revenait la guerre... (1)

Un collaborateur de *Il Martello* de New York (le journal nord-américain bien connu spécialisé dans la lutte antifasciste) publiait dans le n°6 du 11 février un article sur l'attitude des antifascistes en cas de guerre mussolinienne.

Nous ne savons pas si l'auteur, Massimo Arco, est un anarchiste. Si on s'en tient au contexte de l'article, il semblerait que non (à ce journal collaborent aussi des non-anarchistes). Cette question cependant nous intéresse au plus haut point en tant qu'anarchistes et révolutionnaires; et nous ne pensons pas sortir de notre rôle en mettant en garde les camarades sur les possibles déviations que, dans ce domaine, peut provoquer le désir généreux certes, mais pas toujours avisé, de nuire au fascisme par tous les moyens. Ce désir peut conduire, s'il n'est pas guidé par une vision claire des rapports entre moyens et fins, à faire justement le jeu du fascisme que l'on voudrait abattre.

Voilà un des dangers auxquels on s'expose quand on se spécialise sur un point seulement du front révolutionnaire. On se jette alors tête baissée sur ce seul point et on ne voit que lui. On est alors entraîné vers des formes d'action qui nous affaiblissent et qui donnent la possibilité à l'ennemi de percer nos défenses, de nous prendre à revers et de nous frapper dans le dos de la façon la plus désastreuse.

La thèse soutenue par Massimo Arco, d'après laquelle il faudrait s'unir à tout État ou gouvernement qui entrerait en guerre contre l'Italie, non seulement est anti-anarchiste dans son principe mais aussi, en pratique, infantile et vaine pour combattre le fascisme véritable. Elle conduirait, en effet, à l'effacement de notre force morale et matérielle de révolutionnaires et à son absorption par les forces militaristes et réactionnaires, supérieures aux nôtres, des autres pays, sans pouvoir ni les aider ni les utiliser à notre profit. Car c'est nous que l'on utiliserait, c'est nous que l'on tromperait, avec comme résultat de voir le fascisme s'affirmer là même où il n'existait pas ou il était encore faible; et nous n'aurions même pas la certitude de le voir vaincu, pour de bon, dans notre pays.

Au fond, Massimo Arco lui-même devine l'erreur grave et fatale de sa thèse. Il prévoit déjà que d'autres crieront au scandale et que l'on taxera, lui et ceux qui pensent comme lui, de «*traîtres*». Pourquoi dit-il cela? Faut-il penser qu'il se sent pris en défaut? Mais nous, sans nous scandaliser, sans crier au «*traître*» contre personne, et tout en étant prêts à reconnaître l'honnêteté de ceux qui nourrissent ces illusions, nous pen-

(1) *La Lotta umana*, Paris, n°13, 12 avril 1928; article signé sous le pseudonyme: «*Quand Même*».

sons que notre devoir est de mettre en garde tous les révolutionnaires et antifascistes sincères, même s'ils ne sont pas anarchistes.

Arco est d'ailleurs entraîné par la logique de son argumentation à rappeler au devoir antifasciste y compris les nationalistes et les conservateurs; or, de tels antifascistes, il n'y en a pas ou, s'il y en a, il s'agit de quelques exceptions individuelles sans aucune importance. Mais en écrivant cela il réduit la portée de son antifascisme à si peu de chose que cela ne mérite même plus ce nom. Le fascisme, en effet, s'il comporte bien des choses horribles et infâmes, a surtout un caractère fondamentalement nationaliste et conservateur et il n'est pas possible de l'abattre sans supprimer cet aspect.

Le langage de Massimo Arco est aujourd'hui, y compris par son ton, le même que celui qu'utilisaient les «*interventionnistes*» et les partisans de la guerre démocratique, en 1914, pour «*abattre le militarisme allemand*». Que parmi ceux-ci il y eût, à côté de tant de canailles, des hommes honnêtes et qui nous étaient chers tels Kropotkine, Cipriani, etc... - ne nous empêche pas aujourd'hui de constater qu'ils ne contribuèrent guère à la défaite du Kaiser. Ils servirent, en revanche, à réhabiliter les canailles avec lesquelles ils s'étaient associés, à affaiblir et à ôter toute autorité aux forces révolutionnaires, à faciliter la venue de la réaction et du fascisme, à pousser les partis de la révolution - y compris les anarchistes - dans une crise qui dure toujours. Ils rendirent ainsi un bien triste service au prolétariat et à la liberté dans ces pays où ils firent cause commune avec le gouvernement et le capitalisme! Massimo Arco voudrait-il, en poursuivant le but incertain d'abattre le gouvernement italien par la guerre, rendre le même «*service*» au prolétariat et à la liberté des pays qui entreraient éventuellement en guerre avec l'Italie?

Massimo Arco affirme son «*intention*» de passer de la guerre à la révolution pour libérer l'Italie prolétarienne de l'esclavage. Or, en cas de défaite italienne, les intentions de Massimo Arco et des révolutionnaires qui pensent comme lui ne compteraient pour rien; mais, en attendant, ils se seraient rangés à l'ombre d'un drapeau nationaliste et étatique quelconque. Ce qui comptera sera «*l'intention*», unique et seule, du militarisme sorti vainqueur. Les «*intentions*» des révolutionnaires compteront seulement dans la mesure où ils auront été, avant et pendant, contre la guerre dans les pays belligérants.

Il faut, par conséquent, qu'ils gardent leur liberté, sans accepter d'être complices en aucune manière avec la guerre, ses méthodes et ses résultats; il faut qu'ils sauvegardent leur autonomie et leur liberté d'initiative et d'action, qu'ils ne gaspillent pas leurs forces pour autrui, mais cherchent à les accroître à leur avantage; il faut qu'ils ne se mettent pas en contradiction avec leurs idées et continuent à se battre, avec des mots d'ordre à eux, pour la liberté et le prolétariat.

Mais si une guerre éclatait? s'interroge Massimo Arco. Si la guerre éclate entre le gouvernement fasciste et n'importe quel autre État, ce n'est certes pas nous qui souhaiterions la victoire du premier ou bien voudrions lui épargner aucun des malheurs auxquels il s'expose; notre hostilité ne cessera guère. Cela se comprend. Et nous profiterons des circonstances pour tenter de porter au fascisme le plus de coups possibles. Nous n'aurons point besoin de nous «*aligner contre l'Italie fasciste*» car nous sommes déjà alignés, dès à présent. Nous continuerions donc notre combat en utilisant, répétons-le, les occasions que la guerre peut nous offrir pour frapper le plus efficacement l'ennemi. Nous serons ainsi, très probablement, des «*défaitistes*», antinationaux dans les faits; mais nous ne voudrions jamais être au service et à la solde de qui que ce soit et encore moins d'un autre État, d'un autre capitalisme, d'un autre militarisme, ce qui voudrait dire - à coup sûr - d'un autre fascisme!

Quand à ceux qui - désirant se battre les armes à la main contre le fascisme - seraient tentés de s'enrôler dans les armées des États en lutte contre l'Italie, ils commettraient, à notre avis, là aussi une erreur, même si leur démarche n'assumait pas le caractère politique d'une entreprise collective, comme pour le garibaldisme en 1914. Dans la meilleure des hypothèses, il s'agirait d'un sacrifice disproportionné, car quelques centaines de volontaires n'auraient aucun poids matériel appréciable sur la guerre, tandis que cela soustrairait à la révolution des éléments individuels qui pourraient se révéler très précieux. Toutefois, en tant que démarche individuelle, cet engagement mériterait, bien évidemment, le respect, car il faut respecter quiconque risque sa vie, en l'exposant à des dangers et des sacrifices, pour une cause qu'il estime bonne et dans le but de libérer soi-même et les autres.

Ce respect cependant perdrait toute raison d'être si les personnes qui utilisent leur droit indiscutable à disposer d'eux-mêmes et de leur peau comme elles l'entendent, se sentaient autorisées, aussi, à monter en chaire et à donner des leçons aux autres. Or rien ne les autoriserait à regarder de haut en bas ceux qui ne suivraient pas leur exemple, à les traiter comme des personnes qui se sont soustraites à un devoir ou, pire,

à se poser en infaillibles représentants des intérêts de la cause prolétarienne et libertaire - comme cela a pu se produire chez quelques interventionnistes en 1914-1915 ou garibaldiens en 1924-1925. Cette attitude serait en outre ridicule, incohérente et agaçante au possible, si elle était adoptée avant que les événements ne se produisent. C'est-à-dire dans des circonstances où l'héroïsme serait tout «*platonique*», pure rhétorique sans risque; bref, tout le contraire du vrai héroïsme.

Nous ne prétendons pas à l'infaillibilité, et libre à chacun d'avoir un avis différent du nôtre ou de se jeter dans le gouffre de la guerre à titre personnel. Mais ces personnes n'ont pas le droit d'y engager à priori notre drapeau.

Dans les moments de crise grave certaines personnes perdent la tête, tandis que d'autres, n'ayant pas assez de foi dans leurs idées, sont toujours prêtes à marcher «*fût-ce avec le pape*» ou disposées à chercher le salut partout ailleurs que dans notre programme. Eh bien, que ces futurs aveuglés et fourvoyés sachent que, même s'ils étaient de nouveaux Kropotkine, ils auraient encore et toujours contre eux ces anarchistes qui à tout prix voudraient rester fidèles à leurs principes.

Dans l'hypothèse d'une guerre franco-italienne (2)

Depuis quelques mois, en Italie et en France, on prépare la guerre. La première, semble-t-il, se prépare à attaquer, et la seconde à se défendre. En sourdine, la Yougoslavie, nation qui gravite dans l'orbite diplomatique de la France; la Hongrie et la Bulgarie, satellites du fascisme italien, affûtent, elles aussi, dans l'ombre, les armes. Dans les coulisses, sans que l'on puisse savoir très bien dans quel sens, la Roumanie et la Grèce complotent.

Deux sphinx impénétrables, l'Allemagne et la Russie, observent la situation attentivement; et il n'est pas impossible qu'ils profitent de l'embrasement général - s'il a lieu - pour en tirer quelques avantages au risque de se brûler les doigts à leur tour.

Le moment est grave. Personne ne croit que le gouvernement fasciste italien, c'est-à-dire ses dirigeants, veuille sérieusement une guerre qui pourrait se révéler catastrophique pour lui. Mais le fascisme est obligé de tenir sous pression le peuple opprimé, pris à la gorge par une épouvantable crise économique. La guerre pourrait ainsi avoir lieu soit parce qu'à un certain moment il ne restera au fascisme d'autre issue que de jouer la carte la plus dangereuse, soit comme conséquence de ses intrigues en politique étrangère et en matière d'armements, qu'il mène actuellement exclusivement pour des raisons de politique intérieure. Quoi qu'il en soit, si la guerre éclate, la responsabilité la plus grande face à l'histoire reviendra au fascisme italien. Et celle-ci sera bien plus importante que la responsabilité que l'on attribua à l'impérialisme allemand en 1914 pour la funeste guerre commencée cette année-là.

Mais l'Italie ne serait pas le seul pays fautif; la France aussi pourrait avoir sa part de responsabilité - même moindre - car elle a laissé s'accumuler en Europe des motifs de guerre à cause de la part belle qu'elle s'est taillée, au détriment des vaincus, lors du traité de Versailles. Derrière l'Italie, d'ailleurs, on trouverait d'autres responsabilités encore plus grandes. Il est en effet impossible que l'Italie fasciste se risque dans une guerre sans s'être auparavant assurée d'une puissante complicité à Berlin, Londres ou New York. L'Italie ne pourrait, de toute manière, mener aucune guerre ou bien la poursuivre plus d'un mois, si la ploutocratie d'Europe et d'Amérique s'y opposait sérieusement. Seul son accord actif ou passif permettrait à l'Italie de s'engager dans un conflit armé, car autrement il s'agirait pour elle d'un luxe tout à fait au-dessus de ses moyens.

Il y a chez de nombreux Italiens qui désespèrent de pouvoir s'échapper autrement de l'enfer fasciste la tendance à voir dans la guerre une échappatoire permettant la libération. Il y a là une grave erreur. La guerre ne libère pas mais accroît les risques d'esclavage. Elle provoque des maux plus grands, elle crée de nouvelles situations désastreuses pour tous et, en définitive, le bilan en est toujours négatif, très lourdement négatif pour l'ensemble de l'humanité et pour la cause de la justice et de la liberté. Le moindre mal serait la défaite de l'Italie; mais, outre le fait que cette défaite ne serait pas assurée à l'avance, la guerre coûterait aux classes prolétariennes et opprimées d'Italie - même perdue par le fascisme - davantage que les gains

(2) *Studi sociali*, Montevideo, n°7, 10 août 1930; article signé sous le pseudonyme de Ludovico Schlösser.

incertains escomptés. Souhaiter la guerre à l'Italie pour la libérer du fascisme serait comme conseiller à un malheureux, martyrisé chez lui par son propriétaire, de se jeter par la fenêtre du cinquième étage

Certes, une fois la guerre éclatée, la grande majorité des Italiens - y compris nous-mêmes - désirera, malgré tout, la défaite de ses tyrans. Les choses ne se passeraient pas autrement. Mais cela ne constitue pas un argument suffisant pour souhaiter la guerre. Et ce n'est pas tout. Non seulement les Italiens mais tous les hommes de cœur et libres d'esprit ne peuvent qu'être saisis d'angoisse à l'idée du spectacle horrible des armées françaises entrant dans Rome au milieu des ruines et des cadavres. Mais que penser alors du cas opposé, des armées en chemise noire qui, par des massacres tout aussi horribles, marcheraient sur Paris? Il n'y a pas besoin, pour comprendre le caractère terrible de cette hypothèse, d'exhumer la rhétorique creuse de la «*France des révolutions*», de la République assassinée par les barbares au casque à pointe et autres mensonges de ce genre. Même si le régime français était mille fois pire que ce qu'il est actuellement - et il est déjà suffisamment mauvais avec son étatisme policier, son impérialisme larvé et sa ploutocratie antilibérale et antiouvrière -, la victoire du fascisme ne représenterait pas moins le pire des désastres. Elle entraînerait un bouleversement formidable dans l'évolution du monde et le retour à une barbarie inouïe pour toute l'humanité, ce qui aggraverait encore davantage les conséquences néfastes que toute guerre porte en elle.

Les camarades français - comme d'ailleurs ceux de n'importe quel pays en guerre avec l'Italie fasciste - ne devraient pas pour autant, ni avant ni après le conflit, se montrer moins opposés à la guerre qu'ils peuvent l'être actuellement ou bien s'écarter de leur attitude intransigeante vis-à-vis de leur gouvernement et de leur capitalisme. Agir autrement ne servirait à rien dans l'immédiat et compromettrait leur avenir irrémédiablement. Cela ne se discute même pas. Ils devraient cependant tenir compte de la réalité de la situation pour s'y opposer «*intelligemment*» et ne pas se laisser entraîner par leur fougue à vouloir combattre leur gouvernement et leur capitalisme au point de favoriser les projets et les gestes du militarisme fasciste opposé. En cas de guerre, ils ne devraient certes pas favoriser les armées de l'extérieur seulement pour nuire à celles de l'intérieur. De même, dans leur propagande contre la guerre, ils ne doivent pas commettre l'erreur psychologique de se montrer indulgents avec le fascisme ou dissimuler les dangers d'une victoire de ce dernier. De toute façon ils ne seraient pas écoutés et leur comportement et leur langage erronés masqueraient aux yeux du public le sérieux de leurs arguments.

Les partisans de la guerre en France, les militaristes, les partisans de la défense nationale, etc..., se servent-ils ou se serviront-ils, par opportunisme, d'arguments antifascistes pour poursuivre leurs buts? Cela est possible. Mais, pour les combattre, il n'y a ni de raison ni d'intérêt à nier les vérités antifascistes qu'ils utilisent. La meilleure façon de réagir est encore de se montrer plus antifasciste qu'eux, non seulement par la parole mais dans les faits. Les infiltrations fascistes italiennes en France ne sont point une légende et les camarades français ne devraient pas laisser les camarades italiens émigrés seuls, confrontés aux espions et aux agents provocateurs fascistes et pris entre le marteau de ces derniers et l'enclume de la police française qui les arrête et les expulse dès qu'ils réagissent par légitime défense. Voilà aussi un moyen pour conjurer la guerre: donner l'impression aux tyrans de Rome que les peuples français et italien sont solidaires contre eux. Cela fournirait en outre la preuve au peuple italien que le peuple français est l'ennemi autant de ses oppresseurs que de ceux des autres.

Ainsi, dans l'hypothèse malencontreuse du déclenchement de la guerre, les deux peuples pourraient au moins garder dans le malheur commun quelques espoirs. Pourquoi ne se produirait-il pas un événement nouveau dans l'histoire, celui d'une guerre couronnée par une révolution dans les deux pays belligérants qui permettrait aux deux peuples de fraterniser sur la ruine définitive de leurs oppresseurs? Mais une telle révolution ne serait possible que comme résultat de la révolte contre la guerre et de la lutte contre le fascisme, point sur lequel il ne faut transiger à aucun prix. En conclusion, ni concessions à la guerre, ni indulgences pour le fascisme, mais opposition et hostilité active contre l'un et l'autre, avec la même ardeur et la même énergie.

Voilà - face à une éventuelle guerre franco-italienne - le mot d'ordre, pour les anarchistes des deux pays, le plus conforme, le plus en accord avec leur sensibilité et répondant le mieux aux intérêts du prolétariat, à la cause de la liberté, au bien de l'humanité.
